



**LES JEUNES
IHEDN**

[RECHERCHE]

LA STRATÉGIE CHINOISE EN AFRIQUE DU NORD

DE L'INFLUENCE ÉCONOMIQUE À LA
CONSOLIDATION MILITAIRE



Par Sarah Maillet

Ce texte n'engage que la responsabilité de l'auteur. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle de l'association Les Jeunes IHEDN.

À PROPOS DE L'ARTICLE

Cet article explore l'ascension de la Chine en tant qu'acteur incontournable en Afrique du Nord, depuis les années 2000, à travers l'articulation de ses dimensions économique, diplomatique et militaire. Il montre comment la Chine, initialement perçue comme un acteur périphérique, s'est progressivement imposée comme une puissance incontournable dans la région MENA (*Middle East and North Africa*).

À travers la « *Belt and Road Initiative* » (BRI), Pékin a investi massivement dans des infrastructures, créant une asymétrie économique marquée par une dépendance accrue des pays nord-africains aux financements chinois, souvent qualifiée de « diplomatie de la dette ». Les forums multilatéraux comme l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), les BRICS, le Forum sur la coopération Chine-Afrique (FOCAC) et le Forum Chine-États arabes (CASCF) renforcent ces liens, favorisant une internationalisation du renminbi et une coopération sécuritaire, tout en capitalisant sur l'instabilité post-Printemps arabes pour contrer les influences occidentales et russes dans la région MENA. Cette analyse met en évidence une stratégie d'omniprésence chinoise, combinant investissements massifs, diplomatie institutionnalisée et déploiement d'entreprises de sécurité privées, dans un contexte de compétition entre grandes puissances.

À PROPOS DE L'AUTEUR



Sarah Maillet est étudiante en Master de Géopolitique – parcours GEOINT à Sorbonne Université, qu'elle poursuit en alternance chez AXA en tant que *Threat Anticipation Analyst*. Avant cette expérience, elle a suivi un parcours académique orienté vers la politique internationale et les études de sécurité. Elle est diplômée d'un Master en Politique internationale de Sciences Po Bordeaux (2021, option *Paix et sécurité*), d'un Master en Science politique obtenu au Maroc (2020), ainsi que d'un Master de recherche en *Security, Conflict and Human Rights* de l'Université de Bristol (Royaume-Uni, 2023).

Animée par un fort intérêt pour l'analyse des dynamiques sécuritaires régionales, Sarah poursuit cette passion au sein du pôle MOMA, où elle contribue aux activités de veille stratégique et de publication.

Depuis le début des années 2000, la présence chinoise sur le continent africain s'est profondément transformée, passant d'une influence marginale à une omniprésence économique, diplomatique et sécuritaire. Les échanges commerciaux sino-africains ont connu une croissance exponentielle, passant de 11,67 milliards de dollars en 2000 à plus de 282 milliards en 2023¹. Cette expansion économique s'est accompagnée d'une attention accrue à la protection des ressortissants chinois, désormais estimés à plus de 800 000 sur le continent², notamment à travers le renforcement du réseau consulaire et la coopération avec des sociétés militaires privées (SMP) chinoises chargées d'assurer leur sécurité dans les zones à risque.

L'Initiative « *Belt and Road* » (BRI) ou initiative « Ceinture et Route », est un vaste projet lancé par la Chine en 2013 pour renforcer les échanges économiques et les infrastructures reliant l'Asie, l'Afrique et l'Europe. Elle vise à étendre l'influence commerciale et géopolitique chinoise à travers des corridors terrestres et maritimes. Dès son lancement, elle a mis en lumière de nouveaux défis sécuritaires, conduisant à une évolution du paradigme stratégique chinois vers une posture militaire davantage dissuasive. Cette transformation s'est traduite par une participation accrue aux missions de stabilisation des Nations unies – notamment à travers le déploiement de casques bleus – ainsi que par l'ouverture de bases militaires à l'étranger, dont celle de Djibouti³, destinée à soutenir une force de réaction rapide opérant sur les théâtres africain et moyen-oriental. Pékin a parallèlement renforcé la sécurisation de ses investissements, en particulier face

¹ BALENIERI, Raphaël. « La Chine veut faire de l'Afrique une terre d'exportation pour ses technologies ». *Les Echos* [en ligne], 4 septembre 2024 [consulté le 19/10/2025]. Disponible sur : <https://www.lesechos.fr/monde/chine/la-chine-veut-faire-de-lafrrique-une-terre-dexportation-pour-ses-technologies-2116732>.

² GAUDIAUT, Tristan. « Où vivent les plus grandes communautés de la diaspora chinoise ». *Statista* [en ligne] 9 février 2025 [consulté le 20/10/2025]. Disponible sur : <https://fr.statista.com/infographie/31728/diaspora-chinoise-dans-le-monde-pays-comptant-le-plus-expatries-chinois/#:~:text=Enfin%2C%20sur%20le%20continent%20africain,000%20et%20300%20000%20personnes>.

³ AfricaNews et Reuters. « Djibouti : la chine inaugure sa première base militaire (la toute première en Afrique) ». *Africa News* [en ligne]. 13 août 2024 [consulté le 21/10/2025]. Disponible sur : <https://fr.africanews.com/2017/08/01/djibouti-la-chine-inaugure-sa-premiere-base-militaire-la-toute-premiere-en/>.

à la piraterie maritime dans le golfe d'Aden⁴, et s'est appuyé de manière croissante sur des entreprises de sécurité privée chinoises, telles que *China Security Technology Group* et *Frontier Services Group*. Celles-ci opèrent sur le continent africain dans des configurations variées, allant de la coopération avec les forces locales dans les zones relativement stables, à des interventions plus autonomes dans les régions instables⁵. Cette dynamique demeure cependant marquée par une forte asymétrie : la Chine tire un avantage stratégique de l'exploitation des ressources africaines pour soutenir sa croissance, tout en consolidant la dépendance économique des États partenaires à travers des financements et des projets d'infrastructures.

En Afrique du Nord, l'évolution de la présence chinoise s'accélère depuis la fin de la Guerre Froide, avec un renforcement des liens diplomatiques et économiques. Les Printemps arabes de 2011 ont marqué un tournant, incitant Pékin à intensifier sa politique dans la région MENA (*Middle East and North Africa*), en capitalisant sur l'instabilité pour étendre son influence⁶. Cette stratégie vise à sécuriser les approvisionnements énergétiques et à contrer les influences occidentales dans un contexte de « *great power competition* »⁷.

Cet article vise à répondre à la problématique suivante : comment la Chine s'est-elle placée comme acteur incontournable en Afrique du Nord à travers le développement de ses relations diplomatiques, économiques et militaires ?

⁴ HENRY, Jérôme. « China's Military Deployments in the Gulf of Aden: Anti-Piracy and Beyond ». *IFRI* [en ligne], 21 novembre 2016 [consulté le 20/11/25]. Disponible sur : <https://www.ifri.org/fr/notes/chinas-military-deployments-gulf-aden-anti-piracy-and-beyond>.

⁵ LLOBET, Valère. « Les sociétés militaires privées chinoises ». *Centre Français de Recherche sur le Renseignement* [en ligne], août 2021 [consulté le 20/10/25]. Disponible sur : <https://cf2r.org/wp-content/uploads/2021/08/BD-24-SMP-Chine.pdf>.

⁶ ELNAGGAR, Yasser. « China's growing role in the Middle East ». *Middle East Institute CIDOB* [en ligne], 1^{er} septembre 2020 [consulté le 29/10/25]. Disponible sur : <https://www.mei.edu/publications/chinas-growing-role-middle-east>.

⁷ RHOADES, Ashley, L. et. Al. « Great-Power Competition and Conflict in the Middle East ». *Rand* [en ligne], 1^{er} juin 2023 [consulté le 30/10/25]. Disponible sur : https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research_reports/RR900/RR900/RR900-3/RAND_RRA969-3.pdf.

En Afrique du Nord : une volonté chinoise d'omniprésence

L'instabilité de la région MENA, marquée par des conflits et des transitions politiques post-Printemps arabes, a servi de catalyseur à l'expansion chinoise. Pékin tire des bénéfices stratégiques en se positionnant comme un partenaire fiable, offrant des investissements sans conditionnalités politiques, contrairement aux acteurs occidentaux⁸. Cette région est un lieu clé pour la « *great power competition* », où la Chine cherche à équilibrer les influences américaines et russes via des partenariats multilatéraux et bilatéraux.

Les investissements BRI et l'asymétrie économique

Depuis le début des années 2000, les investissements liés à la BRI en Afrique du Nord ont généré une asymétrie économique croissante, caractérisée par de vastes financements d'infrastructures – ports, routes, oléoducs – orientés vers la facilitation de l'extraction et de l'exportation de ressources naturelles. En Algérie et en Égypte, la Chine a investi plusieurs milliards de dollars dans des projets de transport et d'énergie, en échange d'un accès privilégié aux hydrocarbures et aux minerais⁹. Cette stratégie s'inscrit dans une logique de consolidation des chaînes d'approvisionnement énergétiques et industrielles chinoises, tout en créant une dépendance structurelle des économies nord-africaines aux financements et à la technologie de Pékin¹⁰.

Les prêts contractés auprès des banques d'État chinoises, souvent peu transparents, ont entraîné une dépendance financière accrue : plusieurs pays

⁸ SAVOY, Conor et STAGUHN, Janina. « Global Development in an Era of Great Power Competition ». *Center for Strategic and International Studies* [en ligne], 24 mars 2022 [consulté le 08/11/25]. Disponible sur : <https://www.csis.org/analysis/global-development-era-great-power-competition>.

⁹ GHAFAR, Adel Abdel et JACOBS, Anna, « Beijing Calling: Assessing China's Growing Footprint in North Africa ». *Brookings Institution* [en ligne], 23 septembre 2019 [consulté le 21/10/25]. Disponible sur : <https://www.brookings.edu/articles/beijing-calling-assessing-chinas-growing-footprint-in-north-africa/>

¹⁰ BOUREKBA, Moussa. « China's New Face in the Middle East and North Africa ». *CIDOB* [en ligne], novembre 2023 [consulté le 21/10/25]. Disponible sur : <https://www.cidob.org/en/publications/chinas-new-face-middle-east-and-north-africa-economic-giant-political-heavyweight>.

nord-africains supportent aujourd'hui des niveaux d'endettement élevés envers Pékin, ce qui renforce l'influence de la Chine sur leurs politiques économiques¹¹. Cette dynamique est fréquemment analysée sous l'angle de la « diplomatie de la dette »¹², selon laquelle les États africains risquent de perdre le contrôle d'actifs stratégiques en cas de défaut de remboursement, certains prêts étant adossés à des ressources naturelles comme le pétrole ou les minerais¹³.

Sur le plan commercial, la Chine domine largement les échanges avec l'Afrique du Nord, enregistrant un excédent structurel grâce à ses exportations de biens manufacturés. En 2023, les investissements directs chinois dans la région ont atteint environ 5 milliards de dollars, principalement dans les secteurs de l'énergie et des infrastructures¹⁴. Si ces projets ont contribué à stimuler la croissance locale, ils ont également engendré une concurrence déloyale pour les industries africaines naissantes¹⁵. Cette asymétrie économique profite avant tout à Pékin, qui consolide sa position dans les chaînes d'approvisionnement mondiales tout en marginalisant les partenaires traditionnels de la région, notamment l'Union européenne.

Le rôle des forums multilatéraux dans le commerce et les partenariats

L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) occupe une place croissante dans la diplomatie régionale de la Chine et dans l'extension de son influence vers l'Afrique du Nord. L'intégration de l'Égypte en tant qu'État observateur en 2022 illustre la volonté de Pékin d'élargir le périmètre géographique de l'organisation

¹¹ Dr. OBE, Alex Vines ; BUTLER, Creon et Dr. JIE, Yu. « The response to debt distress in Africa and the role of China ». *Chatham House* [en ligne], 15 décembre 2022 [21/10/25]. Disponible sur : <https://www.chathamhouse.org/2022/12/response-debt-distress-africa-and-role-china>.

¹² GERMAIN, Gilbert. « Mythes et réalité de la dette africaine ». *Le Monde Diplomatique* [en ligne], 30 septembre 2021 [consulté le 20/10/25]. Disponible sur : <https://www.monde-diplomatique.fr/2023/07/GERMAIN/65905>.

¹³ Capitaine MINNITI, Fabrizio. « China's influence in Africa: challenges and strategic implications ». *OTAN* [en ligne], 2023 [consulté le 22/10/25]. Disponible sur : <https://nrdc-ita.nato.int/newsroom/insights/chinas-influence-in-africa-challenges-and-strategic-implications>.

¹⁴ GHAFAR, Adel Abdel et JACOBS, Anna. *op. cit.*

¹⁵ CHEN, Ding et al. « Effect of Foreign Direct Investments on Industrialisation: The Case of China in Africa ». *Journal of African Economies*, Volume 34, Issue 1, January 2025, p.53-79.

au-delà de son noyau eurasiatique¹⁶. À travers ce forum, la Chine cherche à promouvoir une coopération sécuritaire et économique élargie, notamment dans la lutte contre le terrorisme et la protection des flux commerciaux. Cette ouverture permet également à Pékin de consolider ses liens avec les régimes arabes, tout en affirmant une présence stratégique sur l'axe reliant l'Asie centrale, la Méditerranée et le continent africain.

L'élargissement des BRICS en 2023, qui a vu l'entrée de l'Égypte et d'autres puissances émergentes, renforce la place de la Chine au sein d'une coalition économique alternative aux institutions financières dominées par l'Occident¹⁷. Pékin y promeut activement une architecture monétaire multipolaire, notamment par le biais de prêts libellés en yuans et d'un recours accru à la Nouvelle Banque de Développement (NDB) comme instrument de financement¹⁸. Pour comprendre les intérêts de la Chine à conserver une monnaie forte, il faut comprendre que le yuan renminbi (RMB), qui constitue la monnaie officielle, remplit une fonction double : monétaire, en tant que principal moyen d'échange et de réserve de valeur sur le territoire national, et géopolitique, en tant qu'instrument d'influence économique internationale. Pékin en promeut activement l'usage dans les transactions commerciales, les prêts internationaux et les réserves de change, dans une logique visant à réduire la dépendance structurelle au dollar américain, participant ainsi à la construction d'un ordre monétaire plus multipolaire. Ainsi, les mécanismes utilisés par Pékin favorisent l'internationalisation du renminbi tout en consolidant la dépendance financière de plusieurs économies nord-africaines vis-à-vis de la Chine. Les chercheurs soulignent toutefois le caractère

¹⁶ « Foreign Ministry signs MoU on Egypt's joining SCO ». *Egypt Today* [en ligne], 14 septembre 2022 [consulté le 08/11/25]. Disponible sur : <https://www.egypttoday.com/Article/1/119172/Foreign-Ministry-signs-MoU-on-Egypt-s-joining-SCO>.

¹⁷ IMRAY, Gerald; MAFOME, Mogomotsi et GAMBRELL, Jon. « Iran and Saudi Arabia are among 6 nations set to join China and Russia in the BRICS economic bloc ». *AP News* [en ligne], 24 août 2023 [consulté le 08/11/25]. Disponible sur : <https://apnews.com/article/brics-russia-china-summit-b5900168d165cc78b36d5d5c068b7a50>.

¹⁸ MOSES, Oyintarelado ; NGUI, Dianah ; ENGEL, Lucas et KEDIR, Abbi. « Bulletin économique Chine-Afrique – Edition 2024 ». *Boston University - Global Development Policy Centre* [en ligne], 1^{er} avril 2024 [consulté le 25/10/25]. Disponible sur : <https://www.bu.edu/gdp/files/2024/04/GCI-China-Africa-Bulletin-2024-FR-FIN.pdf>.

asymétrique de ces partenariats, où Pékin détient une capacité de négociation supérieure et oriente les priorités d'investissement vers ses propres intérêts stratégiques¹⁹.

Parallèlement, le Forum sur la coopération Chine-Afrique (FOCAC) et le Forum de coopération Chine-États arabes (CASCF) constituent les piliers institutionnels du dialogue sino-africain et sino-arabe. Lors du FOCAC 2024, Pékin a annoncé un plan d'investissement de 50 milliards de dollars²⁰, ciblant notamment l'Afrique du Nord pour le développement d'infrastructures de transport, de zones industrielles et de programmes de formation technique (Beijing Action Plan 2024-2026). Le CASCF, de son côté, facilite la convergence entre les pays arabes et la Chine autour d'objectifs communs, tels que la libéralisation du commerce, la coopération énergétique ainsi que la sécurité maritime en Méditerranée et en mer Rouge²¹. Ces forums multilatéraux permettent à la Chine de légitimer sa présence en Afrique du Nord dans un cadre institutionnalisé, tout en renforçant la cohérence de son approche vis-à-vis du monde arabe²².

Bien que l'influence économique chinoise dans la région soit désormais incontestable, ses limites structurelles – notamment la vulnérabilité des actifs et investissements face à l'instabilité politique – incitent Pékin à adopter une stratégie de militarisation progressive de sa présence extérieure. En effet, ces limites fragilisent la durabilité de l'influence économique chinoise. Cette tendance traduit une évolution du paradigme de puissance chinois, où les instruments

¹⁹ KASERA, Odhiambo A. « Political Economy of China-Africa Engagement: From Tiananmen to Belt and Road Initiative », *International Journal of Research and Scientific Innovation* [en ligne], 20 juin 2025 [consulté le 08/11/25]. Disponible sur : <https://rsisinternational.org/journals/ijrsi/articles/political-economy-of-china-africa-engagement-from-tiananmen-to-belt-and-road-initiative>.

²⁰ U.S.-China Security and Foreign Affairs « CHAPTER 2: U.S.-CHINA SECURITY AND FOREIGN AFFAIRS (YEAR IN REVIEW) », UNSC, pp 1-48.

²¹ GHAFAR, Adel Abdel et JACOBS, Anna. « China in the Mediterranean: Implications of expanding Sino-North Africa relations », *Brookings* [en ligne], juillet 2020 [25/10/25]. Disponible sur : <https://www.brookings.edu/articles/china-in-the-mediterranean-implications-of-expanding-sino-north-africa-relations/>.

²² BOUREKBA, Moussa. *op. cit.*

économiques, diplomatiques et sécuritaires s'articulent désormais au service d'une stratégie globale d'affirmation internationale.

La consolidation militaire comme extension de l'influence économique

La dimension militaire de la présence chinoise en Afrique s'inscrit désormais comme un prolongement direct de sa stratégie économique et diplomatique. Pékin cherche à sécuriser ses investissements, ses ressortissants et ses infrastructures dans le cadre de la BRI, tout en testant de nouveaux modes d'action extérieure adaptés à son statut de puissance globale.

Une intensification de sa présence militaire et de ses partenariats

La Chine s'est affirmée comme l'un des principaux fournisseurs d'armes du continent africain. Entre 2019 et 2023, elle a représenté 19 % des importations d'armement de l'Afrique subsaharienne, consolidant ainsi sa position de partenaire stratégique dans le domaine de la défense²³. Si cette tendance était initialement concentrée sur l'Afrique subsaharienne, elle s'étend désormais à l'Afrique du Nord, notamment par des transferts d'armes vers l'Algérie et l'Égypte, deux acteurs régionaux clés. Ces transferts s'accompagnent de programmes de formation militaire. La Chine accueille environ 2 000 officiers africains par an dans ses académies et écoles militaires, dans une logique de diffusion de normes doctrinales et technologiques²⁴.

Les premiers engagements militaires extérieurs de la Chine ont marqué une étape symbolique dans cette évolution. L'évacuation de 36 000 ressortissants chinois de Libye en 2011, coordonnée entre plusieurs ministères et grandes entreprises

²³ Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI). « SIPRI Arms Transfers Database 2024 ». SIPRI [en ligne], 2024 [26/10/25]. Disponible sur : <https://armstransfers.sipri.org/ArmsTransfer/RegionalTIV>.

²⁴ BENABDALLAH, Lina. *Shaping the Future of Power: Knowledge Production and Network-Building in China-Africa Relations*. Ann Arbor: University of Michigan Press, 2020.

publiques comme le *China National Petroleum Corporation* (CNCP) et *China Ocean Shipping Company* (COSCO), a constitué la première opération inter-agences à dimension sécuritaire globale menée par Pékin²⁵. Cet épisode a également mis en évidence l'émergence d'une coopération avec les entreprises de sécurité chinoises privées, préfigurant la structuration d'une présence de sécurité extraterritoriale plus cohérente.

Dans une dynamique de militarisation accrue, Pékin multiplie les exercices conjoints et initiatives de sécurité en Afrique. Ces efforts s'articulent avec la mise en œuvre de l'Initiative de Sécurité Globale (*Global Security Initiative* – GSI), présentée par Xi Jinping en 2022, qui propose un cadre alternatif aux modèles occidentaux de gouvernance sécuritaire et dont l'Afrique constitue l'un des terrains d'expérimentation privilégiés²⁶. Par le biais de la GSI, la Chine promeut des normes de sécurité non-interventionnistes centrées sur la stabilité étatique et la protection des investissements économiques, tout en développant des ventes d'armes avancées et des coopérations antiterroristes en lien avec la BRI.

Enfin, la stratégie militaire de l'Armée populaire de libération (APL) en Afrique traduit une volonté d'affirmation de puissance à vocation mondiale. Depuis l'établissement de sa base navale à Djibouti en 2017, la Chine dispose d'une capacité de projection expéditionnaire permanente, utilisée pour des opérations de soutien logistique, d'évacuation et de protection maritime²⁷. En parallèle, la participation croissante de l'APL aux opérations de maintien de la paix des Nations unies – notamment au Mali, au Soudan du Sud et en République démocratique du Congo – permet à Pékin de légitimer sa présence sous couvert multilatéral, tout en accumulant une expérience opérationnelle dans des environnements

²⁵ ERICKSON, Andrew S. et STRANGE, Austin M. *No Substitute for Experience: Chinese Antipiracy Operations in the Gulf of Aden*. Newport: U.S. Naval War College, 2015.

²⁶ Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China, *Global Security Initiative Concept Paper*. Beijing: MFA, 2023.

²⁷ International Institute for Strategic Studies (IISS), *The Military Balance 2024*. London: Routledge, 2024.

instables²⁸. Ces initiatives traduisent une ambition plus large : faire de l'Afrique un laboratoire stratégique pour la transformation de l'APL en une armée de projection globale, capable de défendre les intérêts chinois au-delà de son voisinage immédiat.

Le rôle des sociétés militaires privées (SMP) et la doctrine de sécurité chinoise

Près de 20 sociétés de sécurité privées (SMP) chinoises opèrent sur le continent africain, employant environ 3 200 agents pour protéger les projets liés à la BRI ainsi que les ressortissants chinois²⁹. La *China Security Technology Group*, fondée en 1994 à Hong Kong, est présente dans plus de 30 pays, dont plusieurs en Afrique (Kenya, Nigeria, Mozambique, Algérie, Soudan du Sud, Angola, Zimbabwe, Éthiopie). L'entreprise emploie environ 30 000 personnes, opérant selon le principe officiel de partenariat « gagnant-gagnant ». La *China Security Technology Group* déploie cette rhétorique dans le cadre de ses accords locaux ainsi que dans sa coopération avec les services étatiques³⁰. La *Frontier Services Group (FSG)*, créée en 2014 et dirigée par Chang Zhenming, entretient des liens avec Erik Prince, le fondateur de Blackwater. Elle développe ses activités le long des corridors de la BRI et dans plusieurs pays africains comme la Libye, la Somalie, le Soudan du Sud, le Kenya, le Mozambique, le Nigeria, le Somaliland ou encore la République démocratique du Congo. L'entreprise propose des services de protection rapprochée, de gardiennage, de conseil en sécurité et de fourniture d'équipements militaires, en s'appuyant sur d'anciens militaires de l'Armée populaire de libération et des recrues locales. FSG compte 432 employés

²⁸ Lt Col LAMBERT, Claude. « Small Eagle, Big Dragon: China's Expanding Role in UN Peacekeeping ». *RUSI* [en ligne], 19 juillet 2024 [26/10/2025]. Disponible sur : <https://www.rusi.org/explore-our-research/publications/commentary/small-eagle-big-dragon-chinas-expanding-role-un-peacekeeping#:~:text=Also%2C%20China's%20peacekeeping%20efforts%20appear,and%20citizens%20on%20the%20continent.>

²⁹ BENABDALLAH, Lina. *Shaping the Future of Power: Knowledge Production and Network-Building in China-Africa Relations*. Ann Arbor: University of Michigan Press, 2020, p.142.

³⁰ Beijing Security Technology Group. *Corporate Overview*. Hong Kong: BSTG, 2022.

administratifs répartis dans plusieurs villes africaines et dispose d'un centre de formation au Xinjiang, formant jusqu'à 8 000 agents³¹.

En Afrique du Nord, les SMP chinoises adoptent une approche plus collaborative. En Égypte, Tunisie, Algérie et Maroc, elles coopèrent avec des SMP locales et les forces gouvernementales pour sécuriser ambassades, ports, infrastructures critiques et opérations anti-enlèvement. Les clients sont parfois formés en Chine continentale, avec un accent particulier sur la sécurité maritime, notamment contre la piraterie le long des côtes égyptiennes³². Dans les régions instables comme la Libye, le Sahel et le Soudan du Sud, ces entreprises opèrent en tant que compagnies militaires privées, protégeant mines et sites pétroliers avec des équipes armées³³. En Algérie, où les opérations sont réservées aux nationaux, elles se déploient via des bureaux de consulting et logistique, gérant liaisons sécuritaires, escortes et partenaires locaux³⁴.

Conclusion

La Chine a consolidé sa présence en Afrique du Nord à travers une stratégie intégrée : des investissements BRI créant une dépendance économique, des forums multilatéraux renforçant les partenariats régionaux, et une présence militaire et sécuritaire protégeant ces acquis. Cette omniprésence asymétrique illustre les ambitions globales de Pékin. À l'avenir, la Chine pourrait étendre ses initiatives anti-terroristes et sécuritaires, en utilisant l'Afrique comme laboratoire pour la « Global Security Initiative » et en capitalisant sur les instabilités régionales pour contrer les influences rivales. Cette dynamique pose des questions sur

³¹ Frontier Services Group, *Annual Report 2023*. Hong Kong: FSG, 2023, p.18-22.

³² International Crisis Group. *China's Expanding Security Footprint in North Africa*. Brussels: ICG, 2022, p. 12-15.

³³ KHARIEF, Akram. « China's Discreet Game in North Africa – Private Military Companies ». *Rosa Luxembourg* [en ligne], mars 2022 [consulté le 29/10/25]. Disponible sur : <https://rosaluxna.org/publications/chinas-discreet-game-in-north-africa-private-military-companies>.

³⁴ *Ibid.*

l'équilibre des pouvoirs dans la région MENA et sur les implications pour la souveraineté des États africains.





publication@jeunes-ihedn.org